

## Sommaire

<b>1. Billet du président</b>	5
<b>2. Commissions</b>	7
Conférence de l'instruction publique (CIP)	
Commission paritaire du statut du personnel enseignant (PE) – B 5 10.04	
Commission consultative du soutien aux élèves en difficultés	
Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA)	
Commission du personnel de l'OMP (CP-OMP)	
Commission de l'enseignement des mathématiques (CEM)	
Commission cantonale d'éducation routière	
Conseil du service écoles-médias (SEM)	
Conférence de l'enseignement primaire (CEP)	
Commission paritaire de la formation (COFOEP)	
Commission pédagogique	
Commission paritaire de la pédagogie spécialisée	
Commission des moyens d'enseignement, des fournitures et des équipements (COMEFE)	
Commission de liaison DGEP – Service des loisirs et de la jeunesse (SLJ)	
Commission de visionnement	
Commission de l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO)	
Commission de fonctionnement de l'enseignement primaire	
Bureau du fonctionnement	
Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP)	
<b>3. Groupes de travail et séances diverses</b>	16
Groupe de coordination de DIP – université (IUFE)	
Comité de programme de l'IUFE	
Assemblée de l'IUFE	
Groupe interne formation continue/IUFE	
Séances entre le conseiller d'État en charge du DIP et le comité SPG	
Séances de délégation entre la DGEP et le comité SPG	
Séances avec la direction de l'Office médico-pédagogique (OMP)	
Séances avec le groupement des associations de parents d'élèves (GAPP)	
Votation du 11 mars 2012 : comité référendaire	
<b>4. Affiliations, partenariats</b>	19
Syndicat des enseignants romands (SER) et son comité (CoSER)	
Commission de l'enseignement spécialisé du SER (CES-SER)	
Éducateur – rédaction cantonale	
Fédération des enseignantes et enseignants genevois (FEG)	
Coordination enseignement	
Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné	
Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA)	
Fonds d'entraide de l'enseignement primaire (FEEP)	
<b>5. Séances internes</b>	22
Comité de la SPG	
Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)	
Assemblée du personnel de l'Office médico-pédagogique (OMP)	
Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés	
Commission interne des maîtres spécialistes en arts visuels (AV)	
Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique (GEMR)	
Adhésions-démotions	



<b>6. Liste des délégué-e-s</b>	26
<b>7. Rapports des comptes</b>	
Charges d'exploitation	30
Produits d'exploitation	
Bilan au 31 mars 2012	
Fonds de lutte au 31 mars 2012	
Soutien juridique au 31 mars 2012	
Rapports des vérificateurs des comptes	
<b>8. Abréviations et sigles</b>	36





## Société pédagogique genevoise

### Comité

#### Président

Laurent VITE

#### Trésorière

Jacqueline BATSCHELET

#### Membres

Carine GUEX, Dominique KUNZLI LECLERC,  
Isabelle MAULINI, Monique OTHENIN GIRARD  
(+ rédactrice Educateur), Roland PASQUIER,  
Valérie PRIMATESTA GAUD, Murielle QUENZER,  
Germain Thomas RODRIGUEZ, Suzanne SCHOEB

#### Secrétaires

Claude EGGER-VETTINER

Laurent CHRISTODOULIDIS  
(à partir du 1<sup>er</sup> mai !)



### SPG

14, bd Georges-Favon – 1204 Genève

Correspondance : case postale 5434 – 1211 Genève 11

Tél. 022 329.26.60 – Fax 022 320.67.63

E-mail : [spg@geneva-link.ch](mailto:spg@geneva-link.ch) – [secretariat-spg@infomaniak.ch](mailto:secretariat-spg@infomaniak.ch)

site SPG : [www.spg-syndicat.ch](http://www.spg-syndicat.ch)





---

## 1. BILLET DU PRÉSIDENT

---

### Une année marquée par la question du mercredi matin

La votation sur le mercredi matin a engagé pas mal de forces tout au long de l'année. Il a fallu se mobiliser au printemps dernier pour la récolte de signatures qui s'est soldée par un beau succès. Dès la rentrée 2011, les journaux reprenaient le sujet et organisaient des débats. Le comité référendaire s'est réuni durant une année et demie pour assurer un suivi de l'ensemble du processus. Cet automne, il a fallu préparer le texte pour la brochure de la votation. Et sans prendre le temps de respirer, nous nous sommes retrouvés en pleine campagne pour tenter de convaincre le grand public dans un contexte d'isolement politique pas simple à gérer. Peu de partis nous ont soutenus, cela n'augurait rien de bon pour la votation. Le mérite des membres du comité référendaire est d'être allés au bout de l'aventure, sans avoir jamais baissé les bras. Tout au long de la campagne, nous avons pu dire inlassablement que ce qui manque aujourd'hui à l'enseignement primaire, ce sont des enseignant-e-s! Notamment des collègues chargé-e-s d'appui pour l'aide aux élèves en difficultés. Cette campagne aura été l'occasion de rappeler aux député-e-s que l'équivalent de 300 postes a été supprimé au primaire. Ce trou béant de 300 postes, qui n'a jamais été comblé ne serait-ce qu'un peu, pèse de plus en plus sur les épaules de celles et ceux qui sont au front des classes; la fatigue s'installe durablement chez les collègues, on le sent, on le voit. Nous avons perdu la bataille du mercredi. On pourra peut-être se consoler avec les quelques malheureux postes obtenus; essayons de croire que les 30 postes supplémentaires pour le cycle élémentaire donneront un peu d'air aux classes de l'école primaire. Quant aux 120 postes pour le cycle moyen et les classes de l'enseignement spécialisé, on sait qu'ils ne serviront qu'à couvrir les nouveaux besoins engendrés par l'introduction de quatre périodes supplémentaires par semaine. La lutte de longue haleine pour obtenir plus de postes, entamée par mon prédécesseur, continue. Durant la campagne certain-e-s député-e-s se sont montré-e-s d'accord avec la SPG sur le constat du manque de postes. Il est temps de leur rappeler que Genève investit nettement moins dans l'éducation que les autres cantons romands; nous avons dégringolé dans le classement des cantons suisses en la





matière. Dans un sondage de la Tribune de Genève de l'automne dernier, les lecteurs se disaient largement favorables au mercredi matin, mais ils disaient aussi leur inquiétude, à plus de 60%, à propos des dégradations des conditions d'enseignement. On peut donc supposer qu'il y a un sentiment généralisé que quelque chose ne joue plus. Il faudra le redire aux politiques qui continuent à diminuer les ressources pour le primaire.

La vie du bureau a été marquée par le changement de secrétaire. Après 34 années de bons et loyaux services, Claude Egger nous a quittés au mois d'avril pour une retraite méritée et que nous lui souhaitons belle et heureuse (cf Educateur 4/2012). Elle a été remplacée par Laurent Christodoulidis, qui en quelques semaines a déjà su se rendre indispensable à la vie de l'association. Nous lui souhaitons une longue carrière parmi nous! Fidèle au poste, Jacqueline continue d'abattre un travail considérable pour le suivi des comptes de la SPG. Qu'elles/qu'ils soient ici tous les trois chaleureusement remercié-e-s pour leur engagement.

Je tiens ici à saluer également le travail considérable fait par l'ensemble du comité, dont le soutien indispensable m'est nécessaire pour affronter les défis au quotidien. Le boulot des membres du comité est énorme, ce qui n'est pas simple lorsqu'on fait cela en plus de sa tenue de classe ou de son engagement dans la formation des enseignant-e-s. C'est un engagement qui demande sans cesse de jongler avec les remplaçant-e-s, les horaires, de tenir le programme malgré les absences répétées de la classe. Qu'elles/ils soient ici toutes et tous chaleureusement remercié-e-s pour leur investissement sans faille.

*Laurent Vité*





## 2. COMMISSIONS

### Conférence de l'instruction publique (CIP)



Les séances de cette commission faïtière du DIP ont permis d'aborder sans grande discussion des sujets d'actualité concernant l'un ou les 3 ordres d'enseignement tels que la perspective de l'école le mercredi matin au primaire, les résultats PISA 2009 attestant une amélioration des compétences des élèves genevois en lecture et des efforts à fournir en mathématiques et en sciences, le dispositif sport/art-études initié en septembre dernier et la poursuite de son développement, l'orientation scolaire et professionnelle au CO, en espace entreprise et dans le domaine commercial. La nouvelle organisation du CO dès la rentrée 2011 a été évoquée et récemment a été présenté un premier bilan des passerelles mises en place entre les regroupements en 9<sup>e</sup> et dont le déploiement au terme du 1<sup>er</sup> trimestre apparaît positif puisqu'il a permis à 313 élèves sur 327 concernés de passer de R1 à R2 ou de R2 à R3. (*mji*)

### Commission paritaire fixant le statut du personnel enseignant (PE) – B 5 10.04

Le cahier des charges de l'enseignant-e secondaire est finalement, après quelque cinq ans de travaux, arrivé à bout touchant. Quelques désillusions ont été enregistrées au sujet des cahiers des charges complémentaires (maîtrise de classe et doyen-ne notamment) où certains points d'achoppements ont été tranchés en défaveur des positions des associations professionnelles. Ainsi, les doyen-ne-s se voient octroyer le droit de conduire des entretiens d'évaluation et de développement du personnel (EEDP) sur délégation de la direction. Cette brèche, alors que les doyen-ne-s sont avant tout des collègues, n'augure rien de bon sur la tendance à introduire toujours plus de hiérarchie et de contrôle au détriment de la professionnalisation. Un nouveau mandat pour revoir tous les cahiers des charges de l'enseignement primaire a été signé par la secrétaire générale le 5 mars 2012. Au vu des aléas rencontrés par le secondaire précédemment, tous les voyants sont au rouge. Quant aux tarifs des remplacements qui doivent être revus à la hausse dans l'enseignement primaire, le DIP n'a rien trouvé de mieux, une fois une partie du travail achevé au sein du groupe de travail





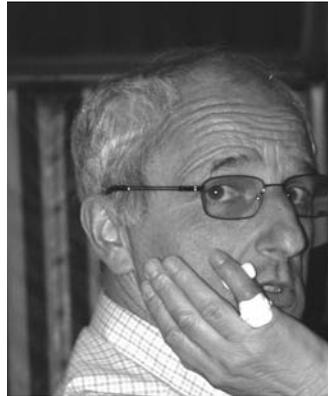
enfin mis sur pied, de décréter que la problématique concernait aussi le secondaire. Nouvelle manœuvre dilatoire et reprise des travaux depuis le début font qu'il n'y a toujours rien de concret et que l'inégalité de traitement qui perdure devrait engendrer une action musclée si, contrairement aux promesses faites, rien n'est réalisé pour la rentrée 2012. *(obd)*

### **Commission consultative du soutien aux élèves en difficultés**

Cette commission est issue de l'initiative de la coordination enseignement. Elle vise à examiner les pratiques d'aide aux élèves en difficultés dans les trois ordres d'enseignement et de faire des propositions pour faire évoluer les dispositifs pédagogiques de soutien. Plusieurs séances ont été nécessaires pour décrire l'état de situation dans les trois ordres d'enseignement. Puis des sous-groupes ont été mis en place pour interroger les actrices/acteurs du terrain sur leurs pratiques. Ces sous-groupes font ensuite des synthèses et adressent des propositions à l'attention de l'ensemble de la commission. Si cette manière de procéder n'est pas dénuée de tout intérêt, il est difficile d'anticiper sur l'impact au niveau des établissements. *(lvé)*

### **Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA)**

La commission s'est réunie une fois. La mission pour les années à venir sera de mettre en œuvre les objectifs du PER. La question est de savoir si on arrive à remplir ces objectifs. À la fin de l'école primaire, l'élève devrait avoir le niveau A1 ce qui n'est pas le cas de tous. À la maturité, le collégien a le niveau B2 mais il n'est pas acquis par tous. Les obstacles sont nombreux: la formation des maîtres est-elle suffisante? Les formations proposées aux enseignant-e-s ne remportent pas beaucoup de succès. La direction les encourage à se former et à entretenir leurs connaissances sans la rendre obligatoire... La méthode « Tamburini » va être remplacée par une autre qui sera utilisée depuis la 5<sup>e</sup> année (Harmos) jusqu'en 11<sup>e</sup> année. Pour le moment, la décision n'a pas été prise quant au choix de la méthode. Elle entrerait en vigueur en 2014. *(psr)*



### **Commission du personnel de l'OMP (CP-OMP)**

Après une année de fonctionnement, le bilan de la CP-OMP est plutôt négatif, au point que la démission collective de ses membres a été évoquée! En effet, la direction générale de l'OMP fait toujours montre d'une grande méfiance, réelle ou feinte, et freine considérablement toute tenta-





tive de faire avancer les dossiers. Les nouveaux projets de cahiers des charges des responsables pédagogiques et thérapeutiques n'ont pas été remis à la CP-OMP, malgré des demandes réitérées. La direction temporeuse quand elle ne fuit pas en invoquant des décisions qui viendraient de plus haut... Difficile, dans ces conditions, d'arriver à quelque chose de constructif. L'enquête générale menée auprès de tout le personnel par la CP-OMP sur les responsabilités pédagogiques et thérapeutiques avait permis, au prix d'un travail considérable, d'obtenir des avis clairs et intéressants. Mais la direction et le DIP semblent vouloir les ignorer. Un rapport de force reste à construire pour se faire mieux entendre. Cela dit, le travail de la CP-OMP ne se limite pas à rencontrer la direction, loin s'en faut, et les nombreuses séances internes permettent des échanges intéressants, de faire remonter les doléances et préoccupations du terrain, et offrent également un espace d'écoute apprécié des collaboratrices et collaborateurs. Plus d'informations sur le site [www.cp-omp.info/cpl/](http://www.cp-omp.info/cpl/). (obd)

### **Commission de l'enseignement des mathématiques (CEM)**

Cette commission qui regroupe les trois ordres d'enseignement s'est réunie une seule fois cette année. La mise sur pied d'une nouvelle Semaine des mathématiques a été proposée. Un groupe de plusieurs personnes s'est constitué; il a dû définir le statut, le calendrier, les modalités et la communication de cette Semaine. Le thème choisi est «Grandeurs et mesures». Concernant l'Enseignement Primaire, dans le cadre du projet Primas (Projet européen pour le développement de l'enseignement des sciences), et en lien avec l'introduction du PER, deux journées de formation autour du thème de la modélisation en mathématiques et en sciences ont été proposées. Le démarrage difficile de cette formation a soulevé la nécessité d'une importante clarification de ce thème, dès l'an prochain. (cgx)



### **Commission cantonale d'éducation routière**

Comme chaque année, la commission Education Routière comprenant des policières/policiers, des patrouilleuses scolaires, des parents d'élèves et des représentant-e-s des syndicats primaires et secondaires s'est réunie une fois. Ce sont deux directeurs du primaire qui l'animent. Les sujets abordés ont été la sécurité sur le chemin de l'école et les zones à 30 km/h. Les brigades scolaires se sont félicitées d'avoir pu, cette année encore, rendre visite à toutes les classes. Les parents ont insisté sur le fait que la





circulaire annonçant la venue des policières/policiers dans les classes doit vraiment être distribuée, car elle permet au dialogue entre parents et enfants de s'établir sur la sécurité en lien avec la visite. Des petits cadeaux illustrant la prévention des accidents ont été distribués à tous les participant-e-s. (*mog*)

### **Conseil du service écoles-médias (SEM)**

Ce Conseil réunit, à titre uniquement consultatif, les représentant-e-s des directions générales, des directrices/directeurs d'établissements et des organisations syndicales des trois ordres d'enseignement pour échanger avec la direction de la DSI-SEM à propos de tout ce qui concerne les systèmes d'information et la pédagogie MITIC au DIP en termes d'actions en cours, de projets et d'orientations généraux. Les dossiers concernant également l'enseignement primaire qui ont été au centre des quatre réunions annuelles :



#### **Les projets prospectifs de pédagogie MITIC :**

Tablettes tactiles

Tableau blanc interactif (test dans deux classes de l'enseignement primaire)

Chariots mobiles

Papier digital

Tinker lampe, qui permet de travailler avec des volumes identifiés, et offre des possibilités d'interactions liées au mouvement et au geste.

Webcam nichoirs

Moodle V2.0 et ses plugins

Séquences vidéo pour apprentissage de la gymnastique

Cartable virtuel – pupitre virtuel, qui favorise le rapport entre l'école et la maison, permet de donner aux élèves des programmes à utiliser à leur domicile, offre une solution intermédiaire entre les salles sèches et informatisées.

#### **Open Source :**

Objectif de migrer à la rentrée 2012 tous les postes des classes de l'école primaire vers une configuration 100 % basée sur les standards ouverts et logiciels libres (Ubuntu).

#### **Equipement des enseignant-e-s – frais professionnels des enseignant-e-s**

Un groupe de travail composé de M<sup>me</sup> Moyard (FAMCO), M<sup>me</sup> Jelk-Peila (SPG), M. Ruiz (UCESG), M. de Mallace (AGEEP), M. Grandjean (DSI





SEM), M. Cirlini (DGCO), M<sup>me</sup> Pfister (DRH du DIP), M<sup>me</sup> Frischknecht (qui préside) a élaboré un scénario qui prévoyait une indemnité de 500 Frs à chacun-e des 4'500 enseignant-e-s du secondaire.

Devant le refus du Conseil d'État pour 2012, la DSI-SEM compte demander le maintien d'une déduction fiscale jusqu'à mise en place de l'indemnité précitée. D'autres dossiers sont en cours pour consultation (Sélection d'outils Web2.0 pour la pédagogie et l'apprentissage avec une suite Google actuellement en test à l'établissement Ella Maillart – Portfolio électronique – Accès à internet sans proxy – Espace École en ligne). (*mht*)

### **Conférence de l'enseignement primaire (CEP)**

Autour des deux séances uniquement se sont réunis les partenaires principaux, représentant la DGEP, le GAPP, l'AGCEP et la SPG. L'ordre du jour est toujours aussi chargé et la CEP est plus souvent un lieu d'échanges d'informations, sous la forme de présentations en PowerPoint, très souvent illisibles et avec des fautes d'orthographe. La CEP doit être un espace de débats. Malgré cela, la SPG a souligné la difficulté d'enseigner une unité MMF en trois semaines seulement; elle a aussi réagi à la nouvelle directive sur les devoirs, soit au risque de les assimiler à des mesures d'accompagnement. Notre syndicat en a profité pour manifester une fois de plus son désaccord sur les livrets de 2P; finalement, il a mis l'accent sur le manque de concertation suite aux modifications du règlement sur les Co-ET. (*gtrz*)



### **Commission paritaire de la formation (COFOEP)**



Autour des deux séances uniquement se sont réunis les partenaires principaux, représentant la DGEP, le GAPP, l'AGCEP et la SPG. L'ordre du jour est toujours aussi chargé et la CEP est plus souvent un lieu d'échanges d'informations, sous la forme de présentations en PowerPoint, très souvent illisibles et avec des fautes d'orthographe. La CEP doit être un espace de débats. Malgré cela, la SPG a souligné la difficulté d'enseigner une unité MMF en trois semaines seulement; elle a aussi réagi à la nouvelle directive sur les devoirs, soit au risque de les assimiler à des mesures d'accompagnement. Notre syndicat en a profité pour manifester





ter une fois de plus son désaccord sur les livrets de 2P ; finalement, il a mis l'accent sur le manque de concertation suite aux modifications du règlement sur les Co-ET. (*imi*)

### **Commission pédagogique**

Cette année, à la demande de la SPG, le nombre de séances a doublé. Les dossiers délicats étant nombreux, il fallait des séances plus régulières avec la DGEP. Les premières discussions, portant sur l'introduction de MMF, ont permis d'opérer des ajustements et de démontrer l'importance d'une prise en considération des revendications des enseignant-e-s. Dans d'autres dossiers tels que les mesures d'accompagnement, l'introduction de l'anglais, les modifications des directives ou le nouveau



carnet scolaire, la SPG a dénoncé l'inertie de la DGEP et les mauvaises stratégies de consultations choisies pour traiter de sujets aussi importants. Si certains accords ont été trouvés malgré des délibérations difficiles, il faudra rester vigilant-e-s, (quant à l'utilisation d'un type de gouvernance issu du new public management, notamment en ce qui concerne les nouveaux projets d'établissements.). (*mqr*)

### **Commission paritaire de la pédagogie spécialisée**

Le règlement d'application de la loi sur l'intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés étant entré en vigueur le 29 septembre 2011, la commission paritaire de la pédagogie, dont le mandat avait été défini en avril 2010, s'est enfin réunie le 30 novembre 2011. Cette première séance constitutive a été présidée par M<sup>me</sup> Frischknecht, sur délégation de Charles Beer. Cette commission a pour mission d'évaluer les besoins relatifs à la mise en œuvre des prestations publiques comprises dans le champ de la LIJBEP, de veiller à la bonne coordination des pratiques entre les trois ordres d'enseignement et entre ceux-ci et l'OMP, d'accompagner les évolutions de l'action des collaborateurs/trices de l'OMP et des enseignant-e-s des trois ordres d'enseignement concernés et d'évaluer les impacts de la mise en œuvre des projets en cours sur les conditions de travail des professionnel-le-s de l'OMP et les enseignant-e-s concerné-e-s et de proposer des améliorations, si nécessaire. (*alfz*)





## **Commission des moyens d'enseignement, des fournitures et des équipements (COMEFE)**

Comme les fournitures scolaires de l'économat de l'enseignement doivent faire l'objet d'un appel d'offres par la CCA (centrale commune d'achat), la COMEFE a continué à se réunir une fois par mois pour définir les tests à faire passer à chacune de ces fournitures et à effectuer les tests quand ce n'était pas nécessaire de les faire dans les écoles des trois délégués SPG et par certain-e-s MS. Cette commission est composée de membres de la CCA, de l'économat, du CO, du SCOP, de la SPG et de la DGEP. La CCA choisit les fournitures et élabore le calendrier des appels d'offres. Cette année les tests ont été passés pour le matériel de dessin, le matériel de classement, les pinces, les ciseaux et les accessoires pour tableau noir. (*ape*)



## **Commission de liaison DGEP – service des loisirs et de la jeunesse (SLJ)**

Lors de la dernière séance, en avril 2011 (!), la direction nous avait assurés de la poursuite des travaux d'une façon régulière et sérieuse. Déjà, en novembre 2010, je questionnais le responsable du service sur la lenteur de la direction! Nous n'avons eu qu'une seule séance en une année... et aucune pour cette année scolaire! On se fait franchement balader, pour ne pas dire pire!!! (*jfa*)

## **Commission de visionnement**

La commission de visionnement aura eu lieu trois fois cette année. Elle aura visionné des dizaines de spectacles et par là même fait son travail! Cependant, on pourrait reprendre à notre charge les interrogations du responsable du secteur Les arts et l'enfant: quid de l'engagement culturel dans nos établissements? En arrivons-nous à faire de la « consommation culturelle»? Ce serait vraiment bien de pouvoir répondre par la négative, n'est-ce pas.? (*jfa*)



## **Commission de l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO)**

Actuellement, douze langues et cultures d'origine, une de plus, sont représentées au sein de cette commission. Les nouvelles/nouveaux enseignant-e-s ELCO ont été convié-e-s à une séance d'information sur le système scolaire genevois, tandis que certain-e-s collègues allophones ont profité de s'inscrire à la formation continue proposée aux enseignant-e-s genevois-e-s, et d'autres ont penché sur la différenciation avec la collaboration du SCOP. Suite à la crise économique au Portugal, les élèves lusophones se sont retrouvés avec moins d'enseignant-e-s. Un grand projet se dessine petit à petit, dont son but vise à valoriser et promouvoir les langues parlées et enseignées à Genève par le biais d'activités scolaires et d'animations publiques autour des langues. (*gtrz*)

## **Commission de fonctionnement de l'enseignement primaire**

Des dossiers importants ont été traités, sans pour autant trouver un terrain d'entente entre le syndicat et la DGEP, notamment sur la reconfiguration des établissements. La SPG a en effet défendu une position visant la qualité de l'encadrement et du suivi des élèves, ce qui n'a pas été l'option privilégiée par la DGEP. Concernant Evalex, le manque de cohérence et de pertinence de ce système d'évaluation a été largement démontré. Le travail de l'Observatoire a principalement porté cette année sur les relations entre l'enseignement primaire et ses différents partenaires (CO, OMP, OJ, IUFE). Là aussi, un travail considérable doit être entrepris quant au type de collaboration à favoriser, afin d'améliorer réellement le fonctionnement du système scolaire, ce que la SPG n'a eu cesse d'affirmer. (*mqr*)

## **Bureau du fonctionnement**

Ces séances ont lieu entre chaque commission du fonctionnement. Elles permettent aux partenaires GAPP, AGCEP et SPG de discuter avec la direction générale des points à mettre à l'ordre du jour de la commission du fonctionnement et de faire le tour des problèmes tels qu'ils se présentent pour chacun des partenaires. Cela permet aussi de renvoyer certains sujets à d'autres commissions où ils pourront être mieux traités. Ces moments où nous pouvons décanter les problématiques en sous-groupes, permettent d'aborder les dossiers en séances avec plus d'efficacité. Ils sont aussi l'occasion de laisser éclater nos divergences, parfois avec une certaine force. (*lvé*)



## Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP)

C'est un groupe où circule l'information sur tout ce qui concerne le réseau d'enseignement prioritaire. La présence du conseiller d'État est régulière dans cette instance. Pour la SPG, l'intérêt est de mieux comprendre les enjeux du projet du REP et de pouvoir donner son avis sur son évolution. Dans les sujets abordés, il a été question de la sortie du REP d'un établissement, d'un rapport à propos du rôle des éducatrices/éducateurs dans les établissements du REP, qui ont fort intéressé le conseiller d'État. Ce rapport a conduit notamment à la mise à disposition d'éducateurs pour des établissements en dehors du REP. *(IvÉ)*





---

### 3. GROUPES DE TRAVAIL ET SÉANCES DIVERSES

---

#### **Groupe de coordination DIP-université (IUFE)**

Ce groupe se réunit environ une fois par mois. Il aborde toutes les questions émergeant de la mise en place de l'institut universitaire de la formation des enseignant-e-s (IUFE), qui concernent majoritairement la formation des enseignant-e-s secondaires. La SPG a pu rappeler régulièrement l'importance de la place du primaire pour l'IUFE. Il est vrai que la formation initiale des enseignant-e-s primaires se met en place plus sereinement pour le primaire que pour le secondaire. Le fait que la FPSE est en charge de la formation initiale du primaire depuis quelques années a permis aux responsables universitaires d'anticiper de nombreuses difficultés pour les aplanir. Une demi-journée a permis de mettre à plat des problèmes pour la formation du secondaire, une telle demi-journée devrait se faire aussi pour le primaire. *(IvÉ)*

#### **Comité de programme de l'IUFE**

Ce comité gère tous les aspects des programmes de la formation initiale des enseignant-e-s primaires. Après avoir mis en place le certificat, le comité a suivi la première année de vie de ce programme. Le dialogue avec l'association des étudiant-e-s en enseignement primaire (ADEFEP) a été constructif. Les étudiant-e-s ont su documenter les problèmes à l'aide de plusieurs enquêtes. Leurs demandes ont été prises au sérieux par le comité de programme. Le comité a travaillé sur l'élaboration d'une maîtrise en enseignement primaire. Elle devrait voir le jour l'année prochaine. C'est la réponse à une attente des enseignant-e-s primaires, comme des étudiant-e-s de l'ADEFEP, même si elle n'est pas encore obligatoire pour l'engagement dans l'enseignement primaire. *(IvÉ)*

#### **Assemblée de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE)**

Cette instance réunit les enseignant-e-s, les étudiant-e-s et le personnel administratif de l'IUFE. Les associations professionnelles siègent comme invitées. Les travaux ont porté sur les questions de formation initiale et continue des enseignants-e-s primaires et secondaires. Par exemple: les effectifs d'étudiant-e-s, l'évaluation des cours, le plagiat dans les travaux universitaires, l'accès aux stages, etc. L'Assemblée a surtout approuvé les plans et règlement d'études de deux nouvelles maîtrises: 1. La maîtrise en enseignement spécialisé (MESP), désormais requise pour enseigner à Genève dans cette division. 2. La maîtrise en enseignement primaire



(MEP), ouverte à tous les étudiant-e-s genevois-e-s titulaires du Certificat complémentaire dans le même domaine (CCEP), et aux diplômé-e-s en enseignement primaire des Hautes écoles pédagogiques. Sur le plan de la formation continue, l'Assemblée a d'abord créé une commission interne de l'IUFE chargée de la coordination des offres de formation continue, dans laquelle siégeaient les professionnel-le-s (CiCOFC). Sous la pression du DIP, elle a ensuite demandé aux syndicats de quitter cet espace, pour siéger plutôt dans une nouvelle et méga-instance tripartite DIP-UniGe-FEG. *(imi)*

### **Groupe interne formation continue/IUFE**

L'IUFE a été mandatée pour réfléchir à la formation continue des enseignant-e-s genevois-e-s. Si le SCOP continue à assurer l'essentiel pour le primaire, un transfert progressif de la formation continue devrait se faire vers l'IUFE. L'articulation entre les deux institutions reste difficile et peu claire. Ce groupe interne a discuté de l'opportunité de mettre en place des programmes de formations certifiantes pour les ECSP et les formatrices/formateurs de terrain. Si cette perspective est intéressante, la SPG a demandé que ces diplômes ne soient pas une raison, pour l'enseignement primaire, de réduire la mobilité en enfermant les enseignant-e-s dans des fonctions, sous prétexte qu'elles/ils ont un diplôme. Pour des raisons techniques, ce groupe est actuellement arrêté et ses travaux sont repris dans d'autres instances. *(lvé)*

### **Séances entre le conseiller d'État en charge du DIP et le comité SPG**

Ces rencontres ont lieu quatre fois par année. Nous abordons les grandes options du département et c'est l'occasion pour le comité d'alerter le conseiller d'État sur les problèmes institutionnels rencontrés sur le terrain. Ainsi, nous avons pu évoquer avec le conseiller d'État les dossiers de l'OMP, la votation sur le mercredi, l'évaluation et le livret de 2P, les questions de postes, etc. À de nombreuses reprises cette année, le comité a eu l'impression de ne pas proposer de sujets pouvant attirer l'attention du conseiller d'État. Si nous amenons les préoccupations qui sont les nôtres, elles semblent toujours être en dehors du moment où il faudrait en parler avec Monsieur Beer. Un meilleur travail d'anticipation des thématiques doit être entrepris pour les séances de l'année prochaine. Cela dit, il est intéressant que le conseiller d'État entende quels sont les soucis de la SPG dans la conduite de son département. *(lvé)*



## Séances de délégation entre la DGEP et le comité de la SPG

Le comité aura eu six rencontres avec la DGEP cette année. De réunions trimestrielles, elles sont devenues plus fréquentes au vu du nombre de dossiers à traiter. Nous avons rouvert la boîte de Pandore des MS, de leur recrutement à leur pilotage par les Dir-E. La DGEP évoque l'égalité de traitement alors que la SPG insiste sur les spécificités au sein d'une équipe. La question des personnes travaillant à temps partiel, à qui l'on demande une disponibilité à plein-temps et nos réactions sur le bulletin scolaire ont constitué l'essentiel de la réunion suivante. Les classes d'accueil, la formation continue d'équipes, l'autonomie des établissements, la dynamique de projet, la concertation entre partenaires sociaux ainsi que l'anticipation par rapport à la rentrée 2012 ont été au menu de nos négociations des derniers mois. (*rpr*)



## Séances avec la direction de l'Office médico-pédagogique (OMP)

Une délégation de la SPG a rencontré la direction de l'OMP à six reprises. Les relations entre la SPG et la direction n'ont pas évolué positivement au cours de cette année : l'absence de concertation perdure et la communication reste maladroite ou inexistante, le syndicat étant régulièrement mis devant le fait accompli. Les nombreux dossiers en cours, tels que la surcharge administrative, l'augmentation du rendre compte, le cahier des charges des responsables pédagogiques, l'horaire de travail des enseignant-e-s, la formation des nouveaux/nouvelles collaborateurs/trices, le remplacement des décharges des responsables pédagogiques de CMP, n'ont aucunement progressé. Soit la direction de l'OMP ignore les revendications du personnel soit elle fait cavalier seul. Forte de ces constats, la SPG a lancé le boycott d'une matinée de formation qui a été largement suivi par 70% des enseignant-e-s de l'OMP, ainsi qu'à un boycott d'une grille horaire demandée par la direction. (*alfz*)

## Séances avec le groupement des associations de parents d'élèves (GAPP)

Suite à la position du GAPP contre le référendum lancé par la SPG, les discussions n'ont pas pu être menées de façon appropriée cette année. Un rapprochement s'est néanmoins effectué à l'issue de la votation. Il sera





donc important que des liens puissent à nouveau être créés et que des discussions productives reprennent. (*mqr*)

### **Votation du 11 mars : comité référendaire**

Le comité référendaire contre le mercredi matin, composé de membres de la SPG et de parents s'est réuni à un rythme très soutenu. Tout d'abord pour récolter les signatures (plus de 18.000 déposées le 18 juillet), puis pour gérer tous les aspects de la campagne. Il faut saluer l'immense travail que chacune/chacun a fourni dans ce groupe, pour prendre contact avec les imprimeurs pour les affiches et flyers et avec des web masters pour la mise sur pied d'un site, la gestion du site, l'animation de deux samedis de stands, la participation à de nombreux débats, la rédaction d'articles publiés dans la presse et sur les blogs, etc. Difficile de citer toutes les personnes tant il y en a eu, qu'elles soient ici toutes chaleureusement remerciées. (*lvé*)

---

## **4. AFFILIATIONS, PARTENARIATS**

---

### **Syndicat des enseignant-e-s romands (SER) et son comité (CoSER)**

Chaque mois, le CoSER se réunit pour une journée de travail. Difficile de mentionner tous les sujets traités, nous vous renvoyons pour cela au rapport d'activités du SER du mois de décembre. En quelques événements, l'année scolaire a commencé par une journée nationale de l'éducation où les décideurs politiques et les syndicats de Suisse romande et alémanique étaient présents pour échanger autour de sept thèses. Un congrès et une assemblée des délégué-e-s conduisent le CoSER à repenser les formules de ces rassemblements qui ne rencontrent plus le succès escompté. Le SER a également fourni un précieux travail sur la question des comparaisons intercantionales des horaires scolaires, que nous avons pu utiliser lors de la campagne de votation sur le mercredi. (*lvé*)

### **Commission de l'enseignement spécialisé du SER (CES-SER)**

La 9<sup>e</sup> journée romande de l'enseignement spécialisé « *Les neurosciences – Pour une pratique de la singularité – A chacun son cerveau!* » du 23 novembre 2011 à Renens, avec une conférence à deux voix entre Pierre Magistretti et François Ansermet, a rencontré le succès attendu. Cette journée se renouvelle tous les trois ans. À un détail près toutefois, qui soulève de grandes interrogations: la défection des enseignant-e-s genevois-e-s. En effet, les collègues du canton représentaient, pour la première fois, la portion congrue des participant-e-s. C'est d'autant plus





déplorable que Genève a toujours eu une place particulière dans les débats sur la pédagogie spécialisée et que les collègues se déplaçaient auparavant en nombre. Le défaut de communication de la SPG qui n'a fait aucune relance y est certainement pour quelque chose. Il est clair que les informations données par le SER au travers de l'Éducateur ou son site ne suffisent pas si l'on veut garantir une participation représentative des divers cantons et, partant, le véritable succès de ce genre de manifestation. Il faut espérer que pour l'édition 2014, des leçons seront retenues. Début 2012 la CES-SER a reçu un mandat du CoSER assez large dans sa portée et sa formulation, invitant la commission à faire en quelque sorte le tour de toutes les conséquences que l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée a ou aura dans les cantons romands, notamment sous l'angle de l'application des concepts d'inclusion et d'intégration. (*obd*)

### **Éducateur – rédaction cantonale**

L'Éducateur est passé en 2012 de 13 à 11 numéros, victime de son coût et du budget du Syndicat des enseignant-e-s romands. Sa présentation a évolué. Il est maintenant plus facile de conserver les pages « dossier » situées au milieu du journal. L'actualité de cette année ayant été particulièrement riche et variée, il a été facile au président et à la rédactrice de remplir abondamment les pages genevoises. Victime de son succès, l'article que les étudiant-e-s de l'ADEFEP écrivaient chaque mois dans nos pages a migré vers les pages « magazines », leur permettant une plus grande liberté au niveau de la longueur de leur prose. (*mog*)



### **Fédération des enseignantes et enseignants genevois (FEG)**

Les rencontres de la FEG ont été régulières cette année. Elles ont permis de discuter de sujets communs aux trois ordres d'enseignement: la formation initiale et continue à l'IUFE et le nouveau règlement des Conseils d'établissement sont des sujets pour lesquels nous avons fait front commun lors des rencontres avec le conseiller d'État et le DIP. Nous n'avons malheureusement pas reçu le soutien de toutes les associations de la FEG à propos du référendum contre l'introduction du mercredi matin. Par contre, la FEG a pris position et soutenu la SPG quant à sa demande d'instaurer,





dans le cadre de la formation initiale primaire, une maîtrise en enseignement primaire (MAEP). Cette maîtrise offrirait la possibilité aux étudiant-e-s d'accomplir un parcours universitaire complet. (cgx)

### **Coordination enseignement**

C'est une plateforme de débat qui fonctionne au ralenti pour l'instant. Des assises ont été organisées au mois de novembre avec un succès mitigé. La date choisie n'était favorable pour personne. Deux conférences de Nico Hirt ont pu mettre en contexte la question des conditions de l'enseignement. Les actes de ces assises méritent le détour, même si très peu de collègues primaires ont participé à cette journée de réflexion. Par ailleurs, la coordination enseignement reste mobilisée sur les travaux de commission du soutien aux élèves en difficultés, celle-ci est en effet liée au retrait de l'initiative qu'avait lancé la coordination enseignement sur la formation pour tous les jeunes jusqu'à 18 ans. (lvé)

### **Cartel intersyndical du personnel de l'État et du secteur subventionné**

2011 a été l'année d'un accord signé avec l'employeur au sujet des caisses de pension CIA-CEH. Travailler plus longtemps, cotiser plus pour toucher moins à la retraite, c'est ce qui attend désormais le personnel de l'Etat. Si la SPG, à l'instar du Cartel, s'est résolue à accepter des perspectives si peu réjouissantes, c'est qu'aucune alternative n'existait: contraintes fédérales, mauvais rendements et augmentation de la longévité l'imposant. Ce mauvais accord, qui a coûté au Cartel son unité, est déjà revu à la baisse! De plus, nous avons subi la perte de l'annuité 2012 malgré un débrayage bien suivi. Il faut retrouver la combativité indispensable à préserver les conditions de travail et de retraite nécessaires à l'exercice d'un service public de qualité. La SPG doit y contribuer! (alkp)



### **Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA).**

En 2011, le rendement de -4,9% pour l'ensemble des titres, dû à une bourse marquée par la crise de la dette, n'a pas été compensé par la bonne performance de l'immobilier à 6,4%. Ainsi, le rendement moyen de



la fortune de prévoyance s'établit à - 0,3 %. Au niveau cantonal, le PL 10709 (pendant trois ans : augmentation annuelle de la cotisation de 1 point + non-indexation des rentes sur le 1er pour-cent de renchérissement) a été voté en juin par le Grand Conseil. Ses effets, bien que peu marqués, sont bienvenus dans un contexte où la crise boursière a fait baisser la fortune de la Caisse. Le Conseil d'État a déposé le projet de loi de fusion (PL 10847) auprès du Grand Conseil en juillet 2011 qui l'a transmis à la Commission des Finances. (fla)



### **Fonds d'entraide de l'enseignement primaire (FEEP)**

Le comité du Fonds d'Entraide, composé de sept membres, s'est réuni sept fois durant l'année 2011-2012, afin de gérer le Fonds et de répondre aux demandes d'aide de ses membres. Durant l'année 2011, 11 personnes en difficultés financières ont fait appel au Fonds pour un montant total de prêts de CHF 116.650.-. Les raisons des demandes sont diverses : divorce, importants frais dentaires, arriérés d'impôts,... Selon nos statuts, L'Assemblée des délégués, organe de contrôle du Fonds, est constituée par les membres SPG élu-e-s à l'Assemblée des délégués CIA. Il conviendra par conséquent de revoir, dans un avenir proche, ce fonctionnement au vu de la fusion des caisses CIA-CEH qui modifiera certainement le nombre de délégué-e-s. Informations et statuts du FEEP peuvent être consultés sur le site SPG, ainsi que sur Petit Bazar. (mft)




---

## **5. SÉANCES INTERNES**

---

### **Comité de la SPG**

Dans le contexte d'une rentrée puis d'une année scolaire difficiles, le comité a traité dans ses séances hebdomadaires de dossiers très importants et urgents : PER, MMF, OMP, livrets scolaires, parmi d'autres... Il a aussi suivi et soutenu l'immense travail du comité référendaire contre le



mercredi matin. Dans les commissions ou groupes de travail, ainsi qu'auprès de l'Observatoire, le comité a relayé les préoccupations et revendications des enseignant-e-s et défendu les décisions prises en AD. Il a aussi revendiqué, auprès de la DGEP, une plus grande et meilleure concertation dans le traitement de dossiers importants. Le comité a poursuivi la publication de l'info-lettre pour permettre à tous les membres SPG de suivre l'évolution des principaux dossiers en cours. (cgx)

### **Assemblée des délégué-e-s de la SPG (AD)**

L'Assemblée des délégué-e-s a traité deux sujets principaux tout au long de l'année : l'horaire scolaire et le nouveau bulletin scolaire. Les délégué-e-s ont mandaté un comité référendaire, qui a fait un énorme travail pour la récolte des signatures pour le référendum et pour la votation contre le mercredi matin. Les délégué-e-s ont eu moult fois la possibilité d'exprimer leur mécontentement concernant le manque d'anticipation de la DGEP. Une résolution de soutien aux MS ainsi qu'une prise de position contre les bulletins 1P-2P ont été votées. Une pétition contre ces bulletins circule. L'AD a voté une résolution pour le gel des négociations concernant l'horaire scolaire. Un forum a eu lieu le 25 avril 2012, suivi d'une AGE. Après moult appels, le bureau salue l'arrivée de Reza Ravash. Corinne Charmillot quitte le bureau, celui-ci doit donc être renforcé. (cct)



### **Assemblée du personnel de l'Office médico-pédagogique (OMP)**

La CP-OMP rend compte à l'Assemblée de son travail et prend ses mandats directement auprès de la base. L'Assemblée du 6 décembre 2011, bien suivie, a notamment permis, suite aux résultats de l'enquête sur les responsabilités thérapeutiques et pédagogiques dans les structures de l'enseignement spécialisé, de poser dans une série de résolutions adoptées à l'unanimité des revendications et mots d'ordre clairs. L'Assemblée a



ainsi contesté le nouvel organigramme de l'OMP, peu compréhensible, et dénoncé l'obstination de mettre en place des responsables pédagogiques dans les regroupements alors que le 90% du personnel concerné s'y oppose. Elle a aussi décidé de refuser que le tableau horaire soit rempli





par le personnel et a mandaté la CP-OMP pour rediscuter au sein d'une instance ad hoc des aspects liés à l'organisation de l'office, des responsabilités et de la charge de travail. Les syndicats SIT et SSP organisent ces Assemblées avec la SPG et la CP-OMP. *(obd)*

### **Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés**

Cette année encore, la commission interne, ouverte à tous les membres SPG concernés par l'enseignement et l'éducation spécialisés, s'est réunie régulièrement et a clairement relevé que la situation au sein de l'OMP reste préoccupante. La répartition des fonctions hiérarchiques entre la direction opérationnelle (DOP) et les ex-inspecteurs/trices (DSSI) est enfin clarifiée ; mais pour les professionnel-les, cela engendre une diminution du soutien de proximité, une augmentation des charges administratives et du rendre compte au détriment du temps de planification du travail auprès des élèves. La création de l'OMP début



2010 a également induit une rigidification de la mobilité du personnel de la division ordinaire à la division spécialisée et vice versa. Last but not least, l'absence de concertation et de prise en compte des revendications du personnel perdure. Une mobilisation accrue de tous et de toutes est indispensable pour que l'enseignement spécialisé puisse poursuivre au mieux sa mission auprès des élèves. *(alfz)*

### **Commission interne des maître-sse-s spécialistes en arts visuels (MS AV)**

La SPG et les MS AV travaillent en concertation. Des représentant-e-s sont au comité qui défendent les spécialistes et veillent à ce qu'elles/ils soient pris en compte, préoccupation partagée par l'ensemble du comité. De plus, ces personnes veillent à ce que l'information soit diffusée, notamment en organisant une rencontre avec toutes/tous les MS, syndiqué-e-s ou non. La tourmente dans laquelle se trouvent ces collègues depuis l'instauration des Dir-E est très aiguë et mérite la plus grande vigilance. D'autant plus qu'une véritable péjoration de la branche et une dégradation sensible des conditions d'enseignement sont programmés avec l'instauration du mercredi matin d'école. *(rpr)*





## Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique (GEMR)

Le comité SPG a rencontré le comité GEMR. Les contacts entre ces deux entités, sous plusieurs formes, sont constants. Suite aux rencontres de nos délégations avec des représentant-e-s de la direction au printemps dernier, le GEMR a pu vivre une année plus sereine concernant la cohérence des heures spécifiques des MS musique-rythmique. Son comité reste en alerte sur les changements organisationnels qui pourraient péjorer l'enseignement de la branche et amener à sa déconsidération. À noter que le GEMR a mené un travail sur les valeurs du co-enseignement qui peut être utile à tou-te-s. (*rpr*)

## Adhésions-démissions

De septembre 2011 à mai 2012, il y a eu 54 adhésions et 32 démissions. Plusieurs de ces démissions sont des membres exclus de la SPG pour non-paiement des cotisations! Le nombre total de membres SPG est de 1476. (*cer*)





## 6. LISTE DES DÉLÉGUÉ-E-S

**AD SPG – bureau:** ADAM Stéphane, CHARMILLOT Corinne, Reza RAVASH

**AD SPG – délégué-e-s:** ALLENBACH Dany, ANDRES Marie-José, ARANDA Florence, BASTOS Sophia, BENGUI Corinne, BLANDIN Christophe, BORNAND Claire, BREDA Katja, BRUN Colette, BURGI Katia, CAPPONI Cécile, CHAMAY-GUIDI Marceline, CHEVROT Véronique, CIPELLI Sandra, DANALET Marie-Laure, DECHEVRENS Catherine, DEGOUMOIS BOESIGER Nicole, DEGOUMOIS GONZALEZ Sandrine, DELEZ EMERY Valérie, DEL NOTARO Luca, DESBAILLET GUR Catherine, DESJACQUES Nathalie, DIETRICH Inès, DUMUID Valentin, FERNANDEZ Anne-Lillia, FIORINA Julien, FILLIETTAZ Estelle, FOLLONIER Valérie, FREIDIG Coralie, FURER Anne, GAUD Myriam, GIRARDIN Laurence, GLOOR Mélanie, GLORIOSO Laure, GOLAZ Sabine, GONZALEZ Alexandra, GUEX Gabrielle, GYSIN Anne-Catherine, HANSELMANN Sonja, HOTTELIER Marc, HUBER Nadia, JAQUIER-STAUB Nicole, JEANDET-MULLER Christelle, JEANDET Pierre, JELK-PEILA Andrée, JOLIVET Lise, JOLTI Magali, LAMBELET Sophie, LANGER Eveline, LAREQUI Marie, LAVERRIERE Eric, LIPPUNER Catherine, MABILLARD Sandrine, MASO Myriam, MATTMANN Dominique, MAZZAROLO Loris, MELO TETAZ Cynthia, MUSTER YENNI Katia, MUTZENBERG Karine, NERFIN SCHALLER Sophie, NOGUEIRA David, NOVOA LIGABUE Aurea, ORTELLI Florence, PICCAND LATELLA Sandra, PONTE Adolfo, PORCELLI Julien, POT Marina, REYMOND Christine, ROCHAT Françoise, ROD ASMUNI Christine, ROSSIER Geneviève, ROULLET Michèle, SCHREIBER Olivia, SCHATZMANN Béatrice, SIGWART Patricia, STUDLI Nathalie, TERRAPON Patricia, THEODOLOZ Séverine, TIERCY Sylvia, TINGUELY Monique, TINIVELLA AESCHIMANN Catherine, TOZZINI Denise, UNTERNAEHRER Maurice, VERNAIN-PERRIOT Liesbeth, WITHOFS Virginie, WITTGENSTEIN Dominique, ZUCCONE Bernard

**Suppléant-e-s:** BARRAS Christine, BARBLAN Laurence, BECCERA Francisco, BOURGEOIS Caroline, BOURQUIN Nathalie, BURKHARD PRUNIER Annick, CHABLAIX PFISTER Katia, CHAPPOT Carine, COMBE Christine, DA SILVA BARATA Fatima, DELVECCHIO Sabine, DE SOUSA FARIA Maria, DUHOUX MEANGAFO TEKA Sabrina, FAVRE Caroline, FRIEDLI Isabelle, GIRARD Catherine, GIORIA Luc, GROSJEAN MANI Martine, HANNI Aline, HAYOZ Rachel, ISABELLA-VALENZI Deborah, JAQUIER Anne, LASSIEUR Gérard, LECLERC Thierry, LECLERE Laurence, LUISIER Damien, MAURER MABUT Véronique, MASPERO Christine, MASPERO Joëlle, MEGEVAND Françoise, MIVILLE Caroline, MUZA Christine, NOIRJEAN Valérie, PELLATON VIGNA Catherine, PFIFFNER





Sara, PITTEX Sandrine, RODRIGUES-MENDES Catia, ROTH Jean-Jacques, ROMANENS Caroline, ROTHEN Lucie, SERGI Stéphanie, SFRAMELI Silvia, SIGGEN Gisèle, SOMMA Mélanie, STRAZZA Valérie, TEANO Silvia, THEVENOZ Claire, THONNEY Laure, VOEFFRAY Nathalie, WAEBER Raphaël, WICKI Audrey, ZURCHER Dominique

**Cartel – bureau :** Andrée Jelk-Peila (+ présidence), Olivier Baud

**Cartel – comité :** Marc Houvet, Laurent Vité

**Cartel – Conseil d'État :** Olivier Baud, Andrée Jelk-Peila, Laurent Vité

**CIA – comité :** Dominique Blanc, Andrée Jelk-Peila, François Lligona

**CIA – contrôle de la gestion :** Marie-Claire Zbinden

**CIA – délégué-e-s :** Olivier Baud, Katja Breda, Nicole Dupraz, Laurent Fivaz, Martine Francart, Anne Furer, Carine Guex, Marc Houvet, Pascal Hayoz, Serge Kneuss, Magali Jolti, Jean-Michel Moery, Pierre Pricat, Murielle Quenzer, Jean-Jacques Roth, Suzanne Schoeb, Marine Schuwey, Laurent Vité

**Commission cantonale d'éducation routière :** Monique Othenin-Girard

**Commission consultative du soutien aux élèves en difficultés :** Laurent Vité, remplaçante : Monique Othenin-Girard

**Commission culturelle :** Julien Fiorina, Martine Francart, Catherine Tinivella

**Commission de l'enseignement de l'allemand (CEA) :** Paul Schaedler

Commission de fonctionnement de l'enseignement primaire : Corinne Charmillot, Dominique Kunzli-Leclerc, Monique Othenin-Girard, Murielle Quenzer, Germain Thomas Rodriguez, Laurent Vité

**Commission de l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO) :** Murielle Quenzer, Germain Thomas Rodriguez

**Commission de l'enseignement des mathématiques :** Carine Guex

**Bureau du fonctionnement :** Laurent Vité

**Commission de liaison DGEP-SLJ :** Julien Fiorina, Magali Jolti

**Commission des moyens d'enseignement, des fournitures scolaires et des équipements (COMEFÉ) :** Claire Bornand, Florence Ortelli, Adolfo Ponte

**Commission du personnel de l'OMP (CP-OMP) :** Olivier Baud

**Commission interne de l'enseignement et de l'éducation spécialisés :** Jacqueline Barbon, Olivier Baud, Brigitte Blanc, Julien Casanova, Marie-Laure Danalet, Christine Desnoyers, Anne-Lillia Fernandez (répondante), Dominique Kunzli-Leclerc, Luc Lavarini, Séverine Théodoloz, Laurent Vité

**Commission paritaire de la formation :** Corinne Charmillot, Carine Guex, Eveline Langer, Isabelle Maulini, Laurent Vité, Anne-Marie Weber

**Commission paritaire de la pédagogie spécialisée :** Anne-Lillia Fernandez

**Commission paritaire du statut du PE – B 5 10.04 :** Olivier Baud, Andrée Jelk-Peila

**Commission pédagogique :** Carine Guex, Isabelle Maulini, Monique





Othenin-Girard, Roland Pasquier, Murielle Quenzer, Laurent Vité

**Conférence de l'enseignement primaire (CEP)**: Corinne Charmillot, Isabelle Maulini, Monique Othenin-Girard, Murielle Quenzer, Germain Thomas Rodriguez, Laurent Vité

**Conférence de l'instruction publique (CIP)**: Magali Jolti, Nathalie Studli

**Conseil du service écoles-médias (SEM)**: Marc Houvet

**Coordination enseignement**: Carine Guex, Laurent Vité

**Educateur – rédaction cantonale**: Monique Othenin Girard

**Fédération des enseignantes et enseignant-e-s genevois (FEG)**: Olivier Baud, Carine Guex, Andrée Jelk Peila, Laurent Vité

**Fonds d'entraide de l'EP (FEED) – comité**: Nicole Dupraz, Pierre Flamand (trésorier), Martine Francart (présidente), Pascal Hayoz (responsable des dossiers), Serge Kneuss, Brigitte Koller-Hayoz

**Comité de programme de l'IUFE**: Eveline Langer, Laurent Vité

**Assemblée de l'IUFE**: Isabelle Maulini

**Groupe de coordination DIP IUFE**: Laurent Vité

**Groupe interne de la formation continue IUFE**: Isabelle Maulini, Laurent Vité

**Comité référendaire: votation du 11 mars 2012**: Olivier Baud, Christophe Blandin, Katja Breda, Sandrine Degoumois Hernandez Gonzalez, Valérie Delez Emery, Anne-Lilla Fernandez, Sonia Hanselmann, Dominique Kunzli Leclerc, Thierry Leclerc, Isabelle Maulini, Monique Othenin-Girard, Roland Pasquier, Murielle Quenzer, Michèle Rouillet, Laurent Vité.

**Groupe des enseignant-e-s de musique et de rythmique (GEMR)**: Roland Pasquier, Laurent Vité

**Groupe de pilotage du réseau d'enseignement prioritaire (REP)**: Laurent Vité

**Groupe de pilotage retour au travail**: Olivier Baud

**Groupe de travail tarifs des remplaçants**: Olivier Baud, Andrée Jelk, Isabelle Maulini, Laurent Vité

**Groupe technique SCORE**: Olivier Baud

**Séances avec la direction de l'Office médico-pédagogique (OMP)**: Marie-Laure Danalet, Anne-Lillia Fernandez, Dominique Kunzli-Leclerc, Luc Lavarini, Séverine Théodoloz, Laurent Vité

**Séances avec le GAPP**: le comité

**Séances entre le conseiller d'État en charge du DIP et le comité SPG**: le comité

**SER/AD**: Jacqueline Batschelet, Olivier Baud, Carine Guex, Dominique Kunzli Leclerc, Isabelle Maulini, Roland Pasquier, Valérie Primatesta Gaud, Monique Othenin, Murielle Quenzer, Germain Thomas Rodriguez, Suzanne Schoeb

**SER – comité (CoSER)**: Laurent Vité ; suppléante: Suzanne Schoeb





**SER – Commission pédagogique (CP) :** Suzanne Schoeb

**SER – Commission de l'enseignement spécialisé (CES) :** Olivier Baud

Site internet : Cédric Blaser (Luisier informatique), Claude Egger-Vettiner,  
Laurent Vité

Nous prions par avance nos membres de bien vouloir nous excuser pour les erreurs ou omissions qui, malgré nos vérifications, subsisteraient dans cette liste. Merci.

*Le comité*



## 7. RAPPORTS DES COMPTES

	Charges d'exploitation au 31 mars 2012	Budget 2011/2012	2011/2012	Budget 2012/2013
300000	Cotisations SER + autres	170.000.00	164.949.35	170.000.00
401000	OCAS (ex AVS et allocations familiales)	6.000.00	5.495.35	5.000.00
402000	LPP (dès 01.01.1985)	7.000.00	6.726.35	6.500.00
403000	LAA Assurance accidents	700.00	598.20	700.00
404000	APG Assurance maladie perte de gains	5.000.00	4.946.40	5.000.00
410000	Appointement du président	130.000.00	138.342.45	140.000.00
411000	Appointements de la secrétaire et autres	67.500.00	67.464.20	64.000.00
412000	Défraitements de fonctionnement	28.100.00	27.440.00	29.000.00
420000	Loyer bureaux et parking	32.500.00	32.320.10	32.500.00
430000	Frais bancaires et postaux	1.300.00	1.161.80	1.300.00
440000	Entretien, réparations matériel et mobilier	7.000.00	8.315.70	7.000.00
450000	Amortissements	5.000.00	5.000.00	5.000.00
460000	Electricité, téléphone	5.500.00	5.635.75	6.000.00
470001	Frais postaux, affranchissement, etc.	7.500.00	6.038.40	7.000.00
470002	Secrétariat - impressions	7.000.00	3.979.72	6.000.00
470003	Abonnements journaux	1.600.00	908.80	1.500.00
480001	Relations	5.000.00	1.928.30	5.000.00
480002	FEG	800.00	800.00	800.00
480005	Soutien juridique	0.00	5.500.00	0.00
480006	Fonds de lutte	0.00	35.098.80	0.00
480007	Soutien Afrique	7.000.00	7.065.00	7.200.00
490001	Réunions, réceptions Genève	4.500.00	2.749.50	4.500.00
490002	AD et AGE	4.000.00	2.163.50	3.000.00
490003	AGO	14.000.00	12.180.70	14.000.00
490004	Frais de déplacements	7.000.00	5.990.80	7.000.00
	<u>Total des charges d'exploitation</u>	<u>524.000.00</u>	<u>552.799.17</u>	<u>528.000.00</u>
		=====	=====	=====

	<b>Produits d'exploitation au 31 mars 2012</b>	Budget 2011/2012	2011/2012	Budget 2012/2013
500001	Cotisations à recevoir	0.00	7.722.75	0.00
500002	Cotisations reçues année courante	480.000.00	497.027.30	480.000.00
500003	Cotisations extraordinaires	0.00	0.00	0.00
600000	Amendes AGO	2.300.00	2.670.00	2.300.00
610000	Dons	0.00	573.11	0.00
620001	Jetons de présence	0.00	4.192.00	0.00
620002	Ristournes et intérêts	1.200.00	899.55	1.200.00
630000	FEG	0.00	0.00	0.00
640000	Fonds de lutte	4.200.00	24.285.00	4.500.00
650000	Soutien juridique	14.000.00	14.130.00	14.500.00
660000	Soutien Afrique	7.000.00	7.065.00	7.100.00
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>508.700.00</b>	<b>558.564.71</b>	<b>509.600.00</b>
	<b>./. charges d'exploitation</b>	<b>524.000.00</b>	<b>552.799.17</b>	<b>528.000.00</b>
	<b>Résultat de l'exercice 2011/2012</b>	<b>15.300.00</b>	<b>5.765.54</b>	<b>18.400.00</b>
		=====	=====	=====
		<b>PERTE</b>	<b>BENEFICE</b>	<b>PERTE</b>

Genève, le 14 avril 2012

Jacqueline BATSCHELET, trésorière

**Bilan au 31 mars 2012**

<b>ACTIFS</b>		<b>PASSIFS</b>	
100001	Caisse I	209,10	200000
100002	Caisse II	0,00	210000
101000	Chèques postaux	14.996,98	Transitoires
102001	BCG "Epargne"	15.775,45	Capital
102002	BCGE "c/c"	14.539,75	+ excédent de l'ex. 2011/12
102003	Banque Coop	40.729,20	<u>5.765,54</u>
102004	Banque Migros	180.680,05	
103000	Membres débiteurs	9.916,00	
110001	2 parts sociales BCGE	500,00	
111000	Matériel, mobilier	<u>17.773,80</u>	
		295.120,33	<u>295.120,33</u>
		=====	=====
			48.825,20
			246.295,13

Genève, le 14 avril 2012

Jacqueline Batschelet, trésorière

## Fonds de lutte au 31 mars 2012

01.04.2011	Solde Banque Coop		CHF	46.202.85
31.12.2011	Intérêts nets		CHF	158.15
08.03.2012	Divers versements soutiens			
	Votation 11.03.2012		CHF	<u>9.421.00</u>
			CHF	55.782.00
02.03.2012	Rembt partiel à SPG p/frais avancés	10.000.00		
31.03.2012	Solde remboursement à SPG	<u>5.052.80</u>	- CHF	<u>15.052.80</u>
			CHF	40.729.20
31.03.2012	Résultat de l'ex. 2011/2012		CHF	<u>4.239.00</u>
	Solde Banque Coop après versement 2011/2012		CHF	44.968.20
				=====

### Charges d'exploitation au 31.03.2012

#### (\*) Récapitulation des frais pour référendum + votation

Comité référendaire		CHF	588.30
Récolte des signatures printemps 2011		CHF	2.063.60
Site "nonaumercredimatin.ch"		CHF	1.795.00
Département Environnement service sécurité		CHF	180.00
Frais de publicité		CHF	<u>30.471.90</u>
		CHF	35.098.80
Moins remboursement avance frais à SPG s/ccp	-	CHF	<u>15.052.80</u>
		CHF	20.046.00
Résultat de l'exercice 2011/2012		CHF	<u>4.239.00</u>
		CHF	24.285.00
			=====

### Produits d'exploitation exercice 2011/2012

Divers versements des membres, écoles, etc.		CHF	10.046.00
SER versement de soutien		CHF	10.000.00
1413 X 3.00 au 31 mars 2012		CHF	<u>4.239.00</u>
		CHF	24.285.00
			=====

(\*) *Détail des frais à disposition à la SPG, pour consultation.*

Genève, le 14 avril 2012

Jacqueline Batschelet, trésorière



## Soutien juridique au 31 mars 2012

01.04.2011	Banque Migros au 31 mars 2011	CHF	180.086.95
31.12.2011	Intérêts nets	CHF	<u>593.10</u>
		CHF	180.680.05
31.03.2012	Résultat de l'exercice 2011/2012	CHF	<u>8.630.00</u>
31.03.2012	Solde Banque Migros après versement	CHF	189.310.05

=====

### Charges d'exploitation au 31 mars 2012

05.05.2011	Affaire I	CHF	1.000.00
31.05.2011	Affaire II	CHF	2.000.00
24.01.2012	Affaire III	CHF	<u>2.500.00</u>

CHF 5.500.00

31.03.2012	Résultat de l'exercice 2011/2012	CHF	<u>8.630.00</u>
------------	----------------------------------	-----	-----------------

CHF 14.130.00

=====

### Produits d'exploitation au 31 mars 2012

31.03.2012	1413 membres x CHF 10.00	CHF	14.130.00
------------	--------------------------	-----	-----------

=====



Genève, le 14 avril 2012

Jacqueline Batschelet, trésorière



## Rapport des vérificateurs des comptes de la Société pédagogique genevoise

### Exercice 2011/2012

Conformément au mandat reçu lors de l'assemblée générale ordinaire du 7 juin 2011, nous soussignés, Sandrine Degoumois Gonzalez Hernandez et Dominique Blanc, avons effectué le jeudi 19 avril 2012 la vérification des comptes de la Société pédagogique genevoise, tenus par notre trésorière, Jacqueline Batschelet.

Après avoir examiné le compte d'exploitation 2011/2012 et les pièces qui s'y rapportent, ainsi que le bilan au 31 mars 2012, nous pouvons certifier que ceux-ci sont tenus avec rigueur et précision.

Ainsi, nous attestons que les comptes de la Société pédagogique genevoise sont exacts.

Nous demandons donc à l'Assemblée, ici présente, de donner décharge à la trésorière pour sa parfaite tenue des comptes durant le dernier exercice. Nous vous proposons de la remercier par vos acclamations pour son travail et son dévouement.

Les vérificateurs :



Dominique Blanc



Sandrine DEGOUMOIS GONZALEZ HERNANDEZ

Fait à Genève, le 19 avril 2012





## 8. ABRÉVIATIONS ET SIGLES

AAM-SER	Commission des activités artistiques et manuelles du SER	EPC	Épreuve cantonale
ACT	Activités créatrices sur textiles	EPP	Enseignant en période probatoire
AD	Assemblée des délégués	ES	Etudes surveillées
ADELME	Association des étudiants licence mention enseignement	FAMCO	Fédération des associations de maîtres du cycle d'orientation
AG	Assemblée générale	FAPECO	Fédération des associations de parents d'élèves du cycle d'orientation
AGCEP	Association genevoise des cadres de l'enseignement primaire	FEEP	Fonds d'entraide de l'enseignement primaire
AGEEP	Association genevoise des employés des écoles professionnelles	FEG	Fédération des enseignants genevois
AGFE	Association genevoise des formateurs d'enseignants	FPSE	Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
AGOER	Association genevoise des organismes d'éducation et de réinsertion	GAPP	Groupement des associations de parents d'élèves du primaire
APFEGM	Association des professeurs de musique – haute école de musique	GEMR	Groupe des enseignants de musique et de rythmique
-HEM		GREN	Groupe romand d'éducation nouvelle
AV	Arts visuels	GT MS	Groupe de travail « maîtres spécialistes »
CCA	Centrale commune d'achats	HARMOS	Harmonisation scolaire suisse
CCISPH	Commission consultative de l'intégration scolaire des personnes handicapées	HEP	Haute école pédagogique
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique	HHS	Harmos et horaire scolaire
CE	Coordination enseignement	IUFE	Institut universitaire de formation des enseignants
CEA	Commission de l'enseignement de l'allemand	LCH	Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer
CeFEP	Centre de formation de l'enseignement primaire	LME	Licence mention enseignement
CEM	Commission de l'enseignement des mathématiques	LIP	Loi sur l'instruction publique
CEP	Conférence de l'enseignement primaire	LPAC	Loi sur le personnel de l'administration cantonale
CES-SER)	Commission de l'enseignement spécialisé du SER	MA	Maître adjoint
CIA	Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève	MS	Maître spécialiste
CIIP	Conférence intercantonale des directrices et directeurs de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin	OJ	Office de la jeunesse
CIP	Conférence de l'instruction publique	OMP	Office médico-pédagogique
CMP	Centre médico-pédagogique	OPE	Office du personnel de l'État
CO	Cycle d'orientation	PAT	Personnel administratif et technique
COMEFE	Commission des moyens d'enseignement, des fournitures et des équipements	PE	Personnel enseignant
CoSER	Comité du SER	PER	Plan d'études romand
CPA	Coopération pédagogique en Afrique	PEL	Portfolio européen des langues
CP-SER	Commission pédagogique du SER	PL	Projet de loi
CREMEF	Commission de réexamen en matière d'évaluation des fonctions	PO	Post obligatoire
CRDP	Centre de ressources et de documentation pédagogiques	RE	Responsable d'école
CSP	Critères socioprofessionnels	REP	Réseau d'enseignement prioritaire
DGEP	Direction générale de l'enseignement primaire	RRH	Responsable des ressources humaines
DIP	Département de l'instruction publique	RPT	Nouvelle péréquation financière entre la Confédération et les cantons
Dir-E	Directeur/trice d'établissement	SCAI	Service des classes d'accueil et d'insertion
ECDIP	Économat du département de l'instruction publique	SEM	Service écoles-médias
ECSP	Enseignant chargé du soutien pédagogique	SER	Syndicat des enseignants romands
EEDP	Entretien d'évaluation et de développement du personnel	SEREP	Service des remplacements
ELCO	Enseignant en langue et culture d'origine	SFSS	Secrétariat à la formation scolaire spéciale
EP	Enseignement primaire	SGIPA	Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes
		SIGNA	Signalement des actes de violence en milieu scolaire
		SIT	Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs
		SLJ	Service des loisirs et de la jeunesse
		SMP	Service médico-pédagogique
		SRED	Service de la recherche en éducation
		SSED	Section des sciences de l'éducation
		SSJ	Service de santé de la jeunesse
		SSP/Vpod	Syndicat des services publics
		TTM	Temps de travail à la maison
		UCESG	Union du corps enseignant secondaire genevois

